

## A la Présidence de l'Union Européenne Bruxelles



Le 13 septembre, 2019

Cher Président Antti Rinne,  
Cher Président Donald Tusk,  
Cher Président élu Charles Michel,  
Cher Haut Représentant élu Josep Borrell Fontelles,

Nous vous écrivons pour encourager l'Union Européenne à poursuivre sa politique bienvenue visant à développer des relations fortes et positives avec Cuba basées sur le respect mutuel et la compréhension.

Ces deux dernières années ont été marquées par un changement significatif dans l'attitude du gouvernement des Etats Unis envers Cuba impliquant la diminution des communications et des relations entre les deux pays. Dans le même temps, nous avons vu que les Etats Unis ont augmenté l'application de leurs lois extraterritoriales à travers l'application du Titre III de la Loi Helms-Burton qui affecte négativement des centaines d'entreprises, de banques et même d'ONG dans nos pays européens et partout dans le monde.

En novembre 2018, pour la 26ème année consécutive, l'Assemblée Générale des Nations Unies a voté 188 voix contre 2, en faveur d'une résolution demandant la fin du blocus envers Cuba. Depuis lors, un nombre de personnalités politiques européennes ont rendu visite à Cuba et à leur tour des personnalités politiques cubaines sont venues en Europe. Ces développements doivent être appréciés. L'Union européenne a le droit et la capacité de jouer un rôle indépendant pour encourager la mise en pratique de la volonté et des désirs des peuples d'Europe.

Il y a eu également des avancées bienvenues dans la relation entre l'Europe et Cuba avec la signature en mars 2016 du "Dialogue Politique et de Coopération". Nous espérons que cet accord sera traduit en activités continuées et en projets durables.

Des préalables très appréciables existent actuellement dans le Programme de la Présidence Finlandaise du Conseil de l'Union Européenne en cours du 1er juillet au 31

décembre 2019. Ce programme a pour titre “ EUROPE DURABLE– FUTUR DURABLE ” ; il comprend nombre d'intentions importantes qui peuvent soutenir une amélioration des relations entre l'Europe et Cuba. En premier lieu, dans le Chapitre 2 intitulé “ Valeurs Communes et Règle de Droit : pierres d'angle de l'action de l'Europe”. Des valeurs de base de l'Europe sont reprises – dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Loi et droits humains, incluant ceux des minorités. La République de Cuba observe ces valeurs et travaille intensément à les développer. Comparé à de nombreux pays voisins, Cuba est en tête à ce propos.

L'Europe peut soutenir Cuba en ce moment et l'aider à renforcer la règle de droit international en travaillant à la fin du blocus contre Cuba. Le Programme de la Présidence Finlandaise mentionne des tribunaux indépendants et autonomes, qui existent déjà actuellement; Ce pourrait être, dans ce cas, l'OMC et d'autres qui pourraient être utilisés pour soutenir les entreprises européennes face aux menaces des politiques extraterritoriales contre Cuba menées par les Etats Unis.

Le chapitre 3 présente un deuxième aspect très important de ce nouveau Programme pour la nouvelle Présidence. Il souligne que l'Union Européenne a pris la tête du combat contre le changement climatique et l'avancée dans une action “climat” globale dans le cadre de l'Accord de Paris. A ce sujet, Cuba est très en avance et continue de s'efforcer à développer une économie verte et durable. Tous ses efforts des dernières décennies illustrent un programme stratégique progressif extrêmement ambitieux pour une politique systémique de protection du climat. Le “Programme Vie” de Cuba au niveau national a démarré en juillet 2017 et est mis en œuvre à tous les échelons dans le pays.

Selon nous, il serait décisif pour le développement de meilleures relations entre l'Europe et Cuba, que l'Union Européenne adopte une position claire et sans équivoque contre les politiques punitives et indéfendables contenues dans la législation du blocus anti cubain. Cette position devrait inclure une déclaration claire informant l'administration des Etats Unis des intentions européennes de soutenir fermement les droits de ses états membres de commercer avec Cuba sans crainte des sanctions imposées par le Bureau étasunien des Affaires Extérieures (OFAC). De plus nous croyons que l'Europe doit clairement affirmer le droit de commercer avec Cuba et assumer le refus des entreprises européennes de payer une quelconque sanction que voudrait leur imposer l'OFAC en cas de transactions avec Cuba. De telles actions soutiendraient l'application du “Règlement du Conseil (EC) No 2271/96 du 22 Novembre 1996”

Sur cette question, la Commission Européenne devrait inviter l'OMC à inculper le gouvernement des Etats Unis du fait de violations des lois et principes du commerce international. Par une telle action, l'Europe viendrait en soutien de plusieurs autres pays, entreprises et organisations dans leur souhait tout a fait légal de faire des affaires avec Cuba.

Nous croyons aussi qu'il est de la plus haute importance que l'Europe renforce la règle de droit dans les relations internationales. Elle devrait donc reconnaître l'indépendance et la souveraineté de Cuba en déclarant son soutien pour le retrait total et inconditionnel par les Etats Unis, de son occupation illégale de la baie de Guantanamo. L'Europe devrait soutenir les droits et la demande de Cuba pour la récupération de cette zone et une compensation adéquate pour les années d'occupation.

Nous sommes un large groupe d'organisations diverses basées en Europe et travaillant à développer l'amitié et la solidarité entre Cuba et nos pays respectifs ainsi qu'avec l'Union européenne elle-même. Notre vision est que l'Union Européenne a un rôle important à jouer dans le développement de relations positives avec Cuba basée sur le respect mutuel et la

compréhension entre nations souveraines et nous espérons que votre Présidence veillera à développer davantage ces politiques.

Sincèrement vôtre

## **Les signataires**

(membres et non-membres de l'Union Européenne)

- AUSTRIA: *Michael Wögerer* (President), Österreichisch-Kubanische Gesellschaft and *Prof. Alfred Kohlbacher* (President of the Board of Trustees)
- BELGIUM: *Wim Leysens* (Secretary), Coordinación para el levantamiento del bloqueo contra Cuba (40 member groups); *Regi Rotty*, Voorzitter Vrienden van Cuba and President Amis de Cuba; *Isabelle Vanbrabant* (President), Iniciativa Cuba Socialista – Belgium;
- BOSNIA AND HERZEGOVINA: *Sead Halilovic* (President), Association of the Bosnian and Herzegovinian-Cuban Friendship;
- BULGARIA: Association of Friendship "Bulgaria-Cuba"
- DENMARK: *Sven-Erik Simonsen* (President), Association Denmark – Cuba
- DONETSK: *Stanislav Retinskiy* (President) Association "Donbass - Cuba"
- GERMANY: *Angelika Becker* (President), Netzwerk Cuba e.V. (41 member groups)
- GREECE: Asociacion Cultural Jose Marti – Grecia; *Andreas Chaicalis* (President) - Greek Cuban Association "Venceremos" of Kalamata
- ITALIA: *Irma Dioli* (President), Associazione Nazionale di Amicizia Italia-Cuba
- IRELAND: *Simon McGuinness* (National Coordinator), Cuba Support Group
- LUXEMBURG: *Joël Wunsch* (President), Amistad Luxemburgo-Cuba
- NORWAY: *Cihan Karakoc* (president) Norwegian-Cuba association
- PORTUGAL: *Augusto Fidalgo*, Associcao Portugal-Cuba
- SERBIA: *Prof. Ljiljana Bogoeva Sedlar* (President) Serbian-Cuban Association
- SLOVENIA: *Igor JURISIČ* (President) Slovene - Cuban friendship association
- SWEDEN: *Zoltan Tiroler* (President), Swedish-Cuban Association
- SWITZERLAND: *Samuel Wanitsch*, Asociation Switzerland-Cuba
- TURKEY: *M. Onur Çuvalci*, Cuba-Turkey Friendship Association "José Martí"

- UNITED KINGDOM: *Rob Miller* (Director) and *Bernard Regan* (Secretary) Cuba Solidarity Campaign